

# **Entreprenons la Suisse de demain !**

## **Programme pour les élections fédérales du 20 octobre 2019**

### **Table des matières :**

L'ouverture fait la force des petits	2
Pour une famille libre	4
Penser l'avenir : former maintenant	7
Pour plus de durabilité : inciter, innover et changer	9

## L'ouverture fait la force des petits

*A l'heure où la voie bilatérale entre la Suisse et l'Union européenne (UE) subit des attaques quasi permanentes, les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois (JLRV) rappellent l'importance de maintenir une coopération étroite avec notre principal partenaire économique. La Suisse gagne un franc sur trois grâce à ses échanges avec l'UE et plus d'un million cinq-cents mille emplois dépendent directement des exportations suisses vers l'UE. Trois aspects des relations suisses-UE seront abordées ci-après : les bilatérales, l'accord institutionnel Suisse-UE et les accords de Schengen / Dublin.*

### Les bilatérales

Attachés à la souveraineté de leur pays, les JLRV refusent toute adhésion à l'UE ou à l'EEE et privilégient la voie bilatérale, dont le bilan près de vingt ans après l'entrée en vigueur est éminemment positif. En matière de commerce extérieur, 52 % des exportations suisses sont destinées à l'UE et près de 70% des importations en proviennent. Grâce au libre-marché instauré, de nouvelles opportunités commerciales se sont ouvertes aux entreprises suisses, particulièrement dans le secteur agroalimentaire. A l'inverse, de nombreuses entreprises européennes sont apparues sur le marché suisse, augmentant ainsi la pression concurrentielle. Le constat général est flatteur : tant les PME et les grandes entreprises que les consommateurs et la classe moyenne tirent profit des accords bilatéraux.

### L'accord institutionnel Suisse-UE

Afin de donner un nouveau souffle à la voie bilatérale, les JLRV soutiennent sans réserve l'accord institutionnel Suisse-UE. Négocié dans les intérêts de la Suisse, cet accord est la meilleure voie à suivre pour permettre de redynamiser la voie bilatérale et empêcher une adhésion à l'UE.

Premièrement, il permet de garantir la sécurité juridique et la prévisibilité indispensable à la place économique suisse, tout en préservant l'autonomie de la législation suisse. Il permettra d'actualiser les accords existants d'accès au marché de manière dynamique afin qu'ils restent applicables. Il n'y aura pas de reprise automatique du droit de l'Union. Le champ d'application de l'accord institutionnel sera limité aux accords bilatéraux portant sur la libre circulation des personnes, la conformité des produits industriels, le transport aérien, le transport de marchandises par rail et par route et l'agriculture. De plus des exceptions au développement du droit de l'UE ont été aménagées, notamment en ce qui concerne l'interdiction de circuler pour les véhicules de plus de 40 tonnes, l'interdiction du transit des animaux d'abattage par la route et la non-exportation de certaines prestations des assurances sociales.

Deuxièmement, il permet à la Suisse, par la mise en place d'un tribunal arbitral pour le règlement des différends, de faire valoir ses droits et se protéger contre les discriminations. En cas de non-respect d'une décision de ce tribunal paritaire (Suisse-UE), des mesures de compensation pourront être prises par l'autre partie en vertu du droit international public. Ce n'est pas le cas aujourd'hui avec les comités mixtes.

Finalement, il permettra un élargissement de l'accès au marché intérieur de l'UE par la signature de nouveaux accords bilatéraux (par ex. l'accord sur l'électricité) tout en maintenant une protection adéquate des travailleurs par le maintien de 3 mesures d'accompagnement : un délai d'annonce de 4 jours ouvrables, le dépôt d'une garantie financière et une obligation de documentation. Ces trois mesures d'accompagnement sont « immunisées » contre le développement du droit de l'UE et la jurisprudence de l'UE. Elles permettront à la Suisse de lutter efficacement contre le dumping salarial.

Au vu des éléments qui précèdent, cet accord est extrêmement bénéfique pour maintenir une relation institutionnelle saine avec l'UE, tout en préservant au mieux les intérêts de la Suisse. Il serait illusoire de croire que la non-signature de cet accord se ferait dans l'intérêt de la Suisse. Au contraire, en ne signant pas cet accord, c'est la prospérité et le futur des emplois dans notre pays qui sont menacés !

### **Les Accords de Schengen et Dublin**

Les accords Schengen, en vigueur en Suisse depuis 2008, instaurent entre les états signataires un espace de libre-circulation des personnes sans contrôle aux frontières et avec un visa uniforme pour tous les États membres à cet accord. En parallèle, l'espace Schengen permet de lutter contre la criminalité intérieure et transfrontalière en créant un espace de sécurité intérieure européen avec renforcement de la sécurité aux frontières extérieures et en facilitant l'entraide judiciaire via le Système d'information Schengen (SIS).

Certes, la participation à l'espace Schengen engendre un certain coût pour la Confédération, mais celui-ci permet de lutter efficacement contre la criminalité organisée et le terrorisme. En outre, selon des rapports du Conseil fédéral sur les conséquences économiques et financières de l'association de la Suisse à Schengen, l'abandon de ce système impliquerait, à l'horizon 2030, une perte de revenu annuelle située entre 4,7 et 10,7 milliards de francs pour l'économie suisse, ce qui correspond à une baisse de 1,6 % à 3,7 % du produit intérieur brut (PIB). Tant économiquement que d'un point de vue sécuritaire, Schengen est bénéfique pour notre pays. Ainsi, les JLRV défendront le maintien de ce traité international.

Le régime Dublin quant à lui impose pour les Etats signataires des critères uniformes à appliquer lors de l'examen d'une demande d'asile, de sorte qu'un seul Etat soit compétent pour traiter de la demande. Cet accord prévoit un certain nombre de critères (notamment : personnes mineures, liens familiaux et en dernier ressort, le premier pays d'arrivée). Ainsi, lorsqu'un réfugié débouté par un État européen fait une demande d'asile en Suisse, il est immédiatement renvoyé dans l'Etat d'arrivée ; la réciproque est évidemment possible. Les JLRV ont à cœur un traitement rapide et humain des procédures d'asile. Cet instrument permet à la Suisse de renvoyer dans des États Dublin plus de demandeurs d'asile que ceux dont elle s'occupe. Les économies réalisées dans le domaine de l'asile grâce à un tel système sont indéniables. Au sujet des coûts, après déduction des frais de Schengen, ces économies s'élèvent à 220 millions de francs par an.

**Dans le souci de maintenir des relations économiques fortes avec l'UE, tout en garantissant la sécurité intérieure et la souveraineté du peuple et des cantons, les JLRV soutiennent les mesures suivantes :**

#### **Concernant les bilatérales**

- La signature la plus rapide que possible de l'accord institutionnel Suisse-UE pour garantir la voie bilatérale.

#### **Concernant les accords de Schengen et Dublin**

- Le maintien des accords.

## **Pour une famille libre !**

*Que ce soit en matière de crèche, de travail ou de fiscalité, de nombreuses inégalités subsistent au sein des couples. Pour une Suisse moderne, les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois (JLRV) cherchent à promouvoir la reconnaissance d'une famille libre de s'organiser comme elle l'entend, afin de mieux concilier vie privée et vie professionnelle tout en sortant des clichés dépassés du père travailleur et de la mère au foyer.*

### **Une famille libre dans le choix de l'union**

De nos jours, de plus en plus de couple décident de ne plus se marier et de vivre ensemble sous la forme d'une union libre. Malheureusement, contrairement aux couples mariés ou vivant en partenariat enregistré, le concubinage n'est, à ce jour, pas réglé dans les lois suisses. Ainsi d'un point de vue juridique, un couple n'ayant pas conclu un contrat de concubinage sera traité, d'un point de vue juridique, comme deux individus distincts, et ce indépendamment du nombre d'années de vie commune.

Cela peut entraîner des problèmes lors de la séparation mais surtout au décès de l'un des partenaires. En effet, le partenaire survivant n'est pas reconnu comme héritier légal. De ce fait, quand bien même il serait désigné comme bénéficiaire dans le testament du défunt, l'héritage ne serait perçu que dans une moindre mesure.

La problématique est également présente au niveau des assurances sociales. Actuellement, aucune rente de veuf ou de veuve n'est prévue au niveau de l'AVS et de l'assurance accident. Par ailleurs, une large majorité des caisses de pension n'accorderont que des prestations limitées au concubin survivant.

Ainsi, les JLRV s'engagent afin de réduire ces inégalités de traitement entre couples, et de promouvoir la liberté de choisir son mode de vie. Dans cette optique, une progression fédérale du partenariat enregistré doit également être accomplie afin d'uniformiser les différences cantonales, notamment en s'appliquant également aux partenaires hétérosexuels, comme c'est déjà le cas dans plusieurs cantons.

### **Une famille imposée équitablement**

Liberté se traduit également par un traitement fiscal équitable entre couples et célibataires. Lorsqu'un couple décide de se marier, cela implique des changements importants notamment d'un point de la vue fiscal. Les lois suisses sont fondées sur le principe de l'imposition de la famille. Ainsi le couple marié ne représentera qu'un seul contribuable ce qui signifie que les revenus des époux et de leurs enfants mineurs sont additionnés et que l'impôt sera calculé sur le revenu global du ménage.

Malheureusement, en raison notamment de la progressivité des barèmes d'impôt et malgré les quelques mesures correctives actuellement en place, les couples mariés ont une charge fiscale en moyenne supérieure de 10% à deux individus imposés séparément. Ces différences nous semblent injustifiées et doivent être sérieusement discutées, et c'est dans cette optique que les JLRV souhaitent revoir l'imposition des couples pour ne pas péjorer ce choix.

### **Une famille libre de s'organiser comme elle le souhaite**

Pour permettre une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, il est nécessaire d'encourager la création de crèches. En effet, il est aujourd'hui courant que les deux parents exercent un emploi, que ce soit par choix ou par nécessité. Il est donc primordial que davantage de solutions existent pour garder leurs enfants. Persuadés que des réponses

peuvent être directement trouvées dans le privé, les JLRV souhaitent encourager les grandes entreprises par des incitations fiscales à créer des crèches en leur sein. Cela permettrait aux parents de gagner en flexibilité et d'avoir une solution directement sur leur lieu de travail ; ce qui assure la proximité avec leur enfant et permet également de leur éviter des trajets.

La question des crèches ne doit cependant pas se limiter aux seules grandes entreprises. Ainsi, afin d'assurer des places de gardes suffisantes pour toutes les familles, les JLRV appellent à la prolongation du crédit octroyé par la Confédération aux Cantons par la loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants (RS 861).

En outre, afin de permettre une plus grande flexibilité aux ménages, des mesures de travail alternatif comme le télétravail doivent être mises en avant. Celui-ci offre de nombreux avantages, tant pour les travailleurs que pour les entreprises. Les avancées en matière de numérisation créent un environnement propice au télétravail dans de nombreux domaines d'activité. Afin d'encourager cette pratique dans les entreprises privées, l'Etat doit, dans la mesure du possible, garantir les conditions cadres favorisant le télétravail à travers la numérisation. Dans le secteur public, les JLRV souhaitent que l'Etat se montre exemplaire en matière de travail à domicile, notamment en prévoyant qu'au sein des administrations publiques, dans les secteurs qui le permettent, la possibilité de mettre en place du télétravail, à raison de quelques jours par mois, soit offerte aux fonctionnaires.

### **Une famille qui n'est plus soumise aux visions traditionnelles**

L'égalité dans le couple passe également par la reconnaissance du rôle de père au foyer. Le système existant correspond à une vision traditionnelle des rôles de l'homme et de la femme au sein de la famille, une vision qui n'est aujourd'hui plus en adéquation avec les réalités vécues par de nombreux couples. Les JLRV souhaitent commencer à corriger ce décalage grandissant en soutenant des mesures concrètes comme le congé paternité flexible d'une durée de 15 jours. Ce genre de solution permet de tenir compte des réalités sociales et familiales actuelles tout en étant assuré par un financement stable, via l'Assurance perte de gain (APG), sur les mêmes principes que le congé maternité.

Un écart salarial inexploité subsiste entre hommes et femmes, encourageant les pères à travailler et les mères à élever les enfants. Pour que les couples puissent être libres de choisir quel parent travaille ou ne travaille pas, une véritable égalité salariale est nécessaire. Attachés au respect de la Constitution et d'une vraie liberté de la famille, les JLRV s'engagent contre la discrimination salariale, en particulier dans le secteur public qui se doit d'être exemplaire, celui-ci présentant toujours une inégalité salariale de 12.5% entre hommes et femmes selon les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique. Afin d'ancrer le travail féminin dans les mœurs, des mesures incitatives pour favoriser les candidatures féminines doivent être proposées, notamment dans les fonctions dirigeantes d'administrations publiques. Afin de permettre aux ménages de s'organiser comme ils le souhaitent, des taux d'engagement plus flexibles doivent également être mis en avant par la Confédération, y compris pour les postes de cadre.

Toutes ces mesures permettront de mieux concilier vie privée et vie professionnelle afin de donner aux familles la liberté nécessaire à la construction du foyer dans lequel elles souhaitent vivre.

**Dans cette optique, les JLRV estiment que la situation actuelle est insatisfaisante et proposent ce qui suit :**

- **La reconnaissance légale du concubinage et l'extension du partenariat enregistré :** A savoir une réglementation de l'union libre ainsi qu'une égalité successorale et fiscale, peu importe l'union choisie, et peu importe la sexualité du couple.

- **Plus de solutions d'organisation pour les familles** : Autrement dit, l'encouragement de la liberté de la famille à travers diverses mesures sur les crèches et le télétravail, ainsi que le droit à un congé paternité de 15 jours.
- **La mise en valeur du travail féminin** : A travers des mesures incitatives, l'égalité Homme-Femme doit être poussée, en particulier dans les postes de cadres et dans les administrations publiques.



## **Penser l'avenir : former maintenant !**

*La matière première la plus précieuse dont dispose la Suisse est la matière grise de ses habitants. Malgré les conditions-cadres économiques favorables, le monde du travail est en constante mutation. La digitalisation a pris une place prépondérante dans notre société et a créé nombre de nouveaux emplois : celle-ci est une chance et non une menace ! Les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois (JLRV) sont persuadés que le système de formation académique et dual suisse permet de répondre au mieux aux nombreux défis actuels et à venir du marché du travail.*

### **Garantir un financement adéquat à la filière universitaire et à la formation duale**

Conscients que la formation est un atout pour la Suisse, envié par de nombreux pays, les JLRV s'opposent à toute coupe budgétaire dans ce domaine. Les dépenses dans le domaine de la formation ne constituent pas un coût mais un investissement pour les générations futures. Dans le but d'assurer le niveau de formation actuel, les JLRV souhaitent que les budgets alloués à la formation deviennent une dépense liée au budget de la Confédération. Néanmoins, cet effort financier ne doit pas être le seul fait de l'Etat. Dans le contexte actuel, il est capital que notre système d'éducation et de formation soit en phase avec les besoins actuels du monde du travail. Dans une Suisse composée d'entreprises de tailles, d'orientations et d'origines diverses, la tâche est ardue. Afin de s'assurer que les formations soient en adéquation avec les besoins du marché du travail et qu'elles soient correctement financées, les JLRV encouragent la mise en place d'incitatifs fiscaux à l'investissement de la part du privé dans le domaine de la formation. Cette démarche doit être encouragée dans toutes les voies d'étude : apprentissage, HES, Université (Bachelor et Master) ainsi qu'EPF afin de garantir l'excellente employabilité de l'ensemble de nos jeunes. L'investissement du secteur privé doit être global. Il se focalisera tant sur les infrastructures, que sur le matériel de cours. Enfin, les JLRV prônent l'augmentation et la normalisation pour les jeunes des opportunités de découvertes à l'emploi dans toutes les filières de formation.

### **Le savoir et la connaissance n'ont pas de frontières**

Dans un monde interconnecté, la recherche et la formation sont devenues transnationales. Il est actuellement fréquent qu'un cursus universitaire se fasse dans différents pays. Le savoir et la connaissance n'ont pas de frontières. Voyant les opportunités et les débouchés offerts à la Suisse, les JLRV demandent que la Suisse redevienne un Etat associé au programme Erasmus et que le programme Horizon soit maintenu afin de faciliter la formation, la recherche et l'innovation en Europe pour l'intérêt de tous. Dans un système toujours plus compétitif et complémentaire, il est important de donner une opportunité autre qu'universitaire aux personnes issues de la voie duale ainsi qu'aux 50 ans et plus qui souhaiteraient se reconvertir professionnellement. Les JLRV demandent, dès lors, que le Conseil fédéral intensifie son action pour la promotion de la reconnaissance internationale de la voie duale et de la formation professionnelle supérieure. En effet, ces titres de formation professionnelle supérieure demandent souvent aux aspirants beaucoup de travail et d'énergie, alors qu'ils ne sont que très peu reconnus sur le marché du travail international. Pourtant, ces titres permettent une insertion plus rapide dans les entreprises car les formations sont plus axées sur la pratique que sur la théorie. De plus, nous souhaitons une uniformisation de la reconnaissance des formations professionnelles sur le plan Suisse. Il nous paraît également vital, pour notre économie et notre société, que les personnes âgées de 50 ans et plus profitent de mesures d'encouragement à la formation continue. En effet, cette tranche de la population se retrouve souvent oubliée et dans une situation très précaire en cas de perte d'emploi.

## Citoyenneté

Enfin et dans une perspective de cohésion nationale, les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois souhaitent que tout un chacun puisse connaître les repères ainsi que les valeurs qui constituent notre pays. Dans cette continuité, nous sommes en faveur du réapprentissage de l'hymne national à l'école.

**Les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois s'engagent, dans le domaine de l'éducation et de la formation, à :**

- **Garantir un financement adéquat à la filière universitaire et à la formation duale :** en refusant toute coupe budgétaire dans le domaine de formation, en rendant les dépenses de la formation liées au budget de la Confédération et en créant un incitatif fiscal pour encourager les privés à investir dans le domaine de la formation.
- **Garantir la qualité et la reconnaissance des formations suisses, ici comme à l'étranger :** en faisant de la Suisse un pays associé au programme Erasmus, en maintenant la participation de la Suisse au programme Horizon Europe, en promouvant les découvertes à l'emploi dans toutes les filières de formation, en intensifiant l'action du Conseil fédéral pour faire reconnaître à l'international les études post-CFC (Brevet Fédéral, Diplôme Fédéral, ES) et en reconnaissant de manière uniforme les formations professionnelles sur le sol de la Confédération, en mettant en place un système de promotion des formations continues pour les 50 ans et plus.
- **Garantir la cohésion nationale :** en introduisant l'apprentissage de l'hymne national à l'école obligatoire.



## Pour plus de durabilité : inciter, innover et changer

*Le climat est un sujet incontournable qui doit être mis au cœur du système économique suisse. Afin d'obtenir une adhésion plus importante de la population pour un mode de consommation durable, il est essentiel d'inciter l'industrie à opter pour un nouveau paradigme lucratif et écologique. Les JLRV proposent de se concentrer sur deux axes : l'économie circulaire et les énergies renouvelables (habitat et infrastructures publiques). Les start-ups sont un acteur essentiel à ce changement de paradigme. Par conséquent, les JLRV proposent de les encourager.*

### **Economie circulaire : « Rien ne se perd, rien ne se crée : tout se transforme ! »**

C'est à partir de cette célèbre phrase de Lavoisier que nous devons construire notre société de consommation, et ainsi mettre en avant l'économie circulaire. Contrairement à l'économie linéaire (extraction, production, consommation et élimination), son idéal est le “*cradle to cradle*” (du berceau au berceau) qui, au lieu d'éliminer l'objet usagé, permet sa récupération. De cette manière, la réutilisabilité des ressources est mise en avant et leur donne une valeur presque infinie. Pour ce faire, il faut que la réparabilité/réutilisabilité de l'objet soit pensée dès sa création.

En 2019, le *Circular Economy Switzerland* (CES) a été lancé pour mettre en place des financements de façon à encourager le développement de l'économie circulaire. Les JLRV ont décidé de promouvoir ce mouvement, mais également de soutenir deux mesures concrètes déjà soutenues à l'étranger (notamment en France). La première, vise la mise en place d'un indice de réparabilité et d'une base de données répertoriant les produits indexés. La seconde, vise à appliquer à ces produits un taux de TVA plus faible - comme c'est déjà le cas par exemple pour la nourriture à l'exporter.

En plus de soutenir le mouvement CES, les JLRV souhaitent également que les consommateurs puissent bénéficier d'une meilleure protection juridique en matière d'obsolescence programmée. Celle-ci, permettrait de lutter plus efficacement contre le gaspillage des ressources en incitant les entreprises à concevoir des produits s'insérant dans le paradigme de l'économie circulaire. Ainsi, si le modèle en matière de biens de consommation doit être révisé, il en va de même pour le domaine de l'énergie.

### **Energie renouvelable et habitat**

Notre objectif concernant “les énergies renouvelables et l'habitat” est de démocratiser l'efficacité énergétique pour toutes et tous. Aujourd'hui, les énergies renouvelables sont attractives uniquement pour les personnes à grande capacité d'investissement. C'est pourquoi, nous souhaitons qu'une part bien plus importante de la population puisse voir ses factures de chauffage et d'électricité baisser drastiquement. Nous sommes persuadés qu'un grand pas vers l'avant peut se faire grâce à des mesures simples et pragmatiques qui permettront, avec un moindre investissement, d'avoir un impact majeur sur la consommation d'énergies fossiles et de diminuer ainsi fortement les émissions de CO<sub>2</sub>. Le but étant ainsi d'assainir plus rapidement le parc immobilier en se montrant plus ambitieux en matière d'efficacité énergétique.

### **Start-up et innovation**

La Suisse s'est toujours placée comme un leader de l'innovation : grâce à des programmes d'aide financière, de matériel et de coaching mis à disposition, plus de 300 start-ups ont vu le jour en 2018. Ces programmes de soutien, grandement appuyés par le Fonds de Recherche et Innovation Suisse à travers Innosuisse, soit 204 millions de francs en 2018, répondent à des

critères d'admission bien définis : secteur d'activité, enjeux sociaux ou liens avec le monde académique. Le secteur des CleanTech ne constitue actuellement que 5% du capital investi. Les JLRV souhaiteraient que les institutions fédérales mettent en avant des programmes pour les start-up ayant une vision écologique en adéquation avec l'économie circulaire ou travaillant sur la thématique des énergies renouvelables. Cela peut être fait en augmentant le budget destiné au développement de plateformes d'échange dans ce secteur, ainsi qu'en créant plus de concours (*prize-money*) pour les start-up actives dans le domaine CleanTech. La promotion de ces idées chez les futurs leaders de l'économie Suisse est une impulsion essentielle à la consolidation d'un système économique responsable et prospère.

**Déterminés à défendre le climat de façon concrète, les JLRV proposent les mesures suivantes :**

- **La participation** aux discussions internationales sur l'introduction d'un indice de réparabilité et une base de données sur ses acteurs.
- **La reconnaissance** juridique de l'obsolescence programmée.
- **L'inclusion** des énergies renouvelables dans la conception d'infrastructures publiques ayant peu d'intérêt architectural : par exemple, la pose de panneaux solaires sur des parkings.
- **De plus grands incitatifs fiscaux** pour la rénovation des bâtiments.
- **La promotion** d'un écosystème pour les start-up ayant un but climatique ou avec une vision d'économie circulaire.